



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 09 AVRIL 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Développement Economique,
Emploi, Formation et Tourisme

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

Objet de la
délibération:

**Modifications de la
taxe de séjour**

L'an deux mille quinze le neuf avril à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, MARCEL Frédéric, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉ(S) :

Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Francine FIORINI pouvoir à Jacques MICHEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Sylvie FRANCIN, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

ABSENT(S) :

BOYER Liliane, CHARDES Bernard, LEGRAIEN Françoise, NICCOLETTI Christine, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Madame Valérie MARCY

Transmis le : **23 AVR. 2015**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le **23 AVR. 2015**

La taxe de séjour est établie sur les personnes qui sont hébergées à titre onéreux dans les 19 communes de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, et ce, dans les différents types d'hébergements définis par le Code Général des Collectivités Territoriales : hôtels, résidences de tourisme, meublés, villages de vacances, terrains de camping et de caravanning et autres formes d'hébergement comme les gîtes ruraux, les chambres d'hôtes...

Par délibération n°2010-87 du 30 juin 2010 et n°2010-143 du 16 décembre 2010, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a institué la taxe de séjour au réel, établie selon les critères énoncés ci-dessus.

L'article 67 de la loi de finances 2015 n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 apporte un certain nombre de modifications dans la mise en application de la taxe de séjour et dans la création de nouvelles catégories d'hébergement.

Toutefois, elle ne modifie pas les tarifs en vigueur si ce n'est pour les campings 1 et 2 étoiles dont les tarifs passent de 0,20 à 0,22 du fait du tarif unique imposé à leur catégorie et de la taxe additionnelle à intégrer.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'agglomération de modifier les modalités de mise en application de la taxe de séjour à compter du 1er mai 2015, de modifier le tableau des tarifs ainsi que les réductions et exonérations de la manière suivante et conformément à l'article 67 de la loi de finances 2015 :

- Tarifs de la Taxe:

Types et catégories d'hébergements	Tarifs Dracénie 2015 (inclus taxe additionnelle)
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,10 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,10 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,75 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,60 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles,	0,50 €

emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes

Chambres d'hôtes 0,60 €

Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement 0,60 €

Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement 0,60 €

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes 0,40 €

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance 0,22 €

- Mesures d'exonération et de réductions :

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L.2333-31 :

- Les mineurs ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans l'une des 19 communes ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

- Reversement :

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès de la régie de la taxe de séjour.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier, le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10, le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.

En cas de déclaration par internet, le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois.

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent lui retourner accompagné de leur règlement :

- avant le 10 novembre 2015, pour les taxes perçues du 1er octobre 2014 au 30 septembre 2015 ;
- avant le 10 février 2016, pour les taxes perçues du 1er octobre au 31 décembre 2015 ;
- Et au delà chaque année suivante :
- avant le 10 juin, pour les taxes perçues du 1er janvier au 30 avril ;
- avant le 10 octobre, pour les taxes perçues du 1er mai au 31 août ;
- avant le 10 février, pour les taxes perçues du 1er septembre au 31 décembre.

- Recouvrement, contrôles, sanctions et contentieux de la taxe de séjour (articles L2333-33 à L-2333-39 de la nouvelle loi de finances du 30 décembre 2014)

En cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe et après avoir recouru à toutes les notifications et mises en demeure préalables, la Communauté d'Agglomération Dracénoise pourra recourir à une taxation d'office des hébergeurs (article 2333-38).

- **Gestion de la taxe de séjour** : afin d'améliorer, de professionnaliser et d'optimiser la gestion de la taxe de séjour, la Communauté d'Agglomération Dracénoise se dotera d'un outil de gestion de cette taxe spécifique pour un montant de 4 890 € HT. Cet outil pourra être co-financé par le Conseil général de Var à hauteur de 50% maximum

Pour rappel, les tarifs en vigueur et les types et catégories d'hébergement étaient les suivants en 2014 :

CATEGORIE	Tarif par pers/jour (dont 10 % de taxe additionnelle)
Hôtels de tourisme 4 étoiles luxe et 4 étoiles Résidences de tourisme 4 étoiles Meublés de tourisme 4 et 5 étoiles Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	1.10 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles résidences de tourisme 3 étoiles meublés de tourisme 3 étoiles Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0.75 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles résidences de tourisme 2 étoiles meublés de tourisme 2 étoiles villages de vacances de catégorie grand confort Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0.60 €
Hôtels de tourisme 1 étoile résidences de tourisme 1 étoile meublés de tourisme 1 étoile villages de vacances de catégorie confort tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0.50 €
Hôtels de tourisme sans étoile tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0.30 €
Terrains de camping et caravanage classés 3 et 4 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0.40 €
Terrains de camping et caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0.20 €

En conséquence, au vu de l'avis de la Commission tourisme du 19 mars 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de vouloir :

- approuver les modifications de mise en application de la taxe de séjour et les tarifs qui en

découlent ;

- approuver l'achat du nouvel outil de gestion de la taxe de séjour ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter l'aide du Conseil départemental du Var pour l'acquisition du nouveau système de gestion et à signer tout document s'y rapportant.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 09 avril 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.